

EXEL INDUSTRIES

Société Anonyme

54 rue Marcel Paul
51200 EPERNAY

**Rapport des commissaires aux comptes
sur l'information financière semestrielle 2016**

MAZARS
61 rue Henri Regnault
92400 COURBEVOIE

DELOITTE & ASSOCIES
Immeuble Higashi
106 cours Charlemagne
69002 LYON

EXEL INDUSTRIES

Société Anonyme
54 rue Marcel Paul
51200 EPERNAY

Rapport des commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle 2016

Aux actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale et en application de l'article L.451-1-2 III du code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels consolidés condensés de la société EXEL INDUSTRIES, relatifs à la période du 1er septembre 2015 au 29 février 2016, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels consolidés condensés ont été établis sous la responsabilité du conseil d'administration, dans un contexte de forte volatilité des marchés, de crise économique et financière décrit dans la note 1.17 de l'annexe et caractérisé par une difficulté certaine à appréhender les perspectives d'avenir, qui prévalait déjà à la clôture de l'exercice précédent. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

I- Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité, des comptes semestriels consolidés condensés avec la norme IAS 34 --norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

II- Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels consolidés condensés sur lesquels a porté notre examen limité.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés condensés.

Courbevoie et Lyon, le 22 avril 2016

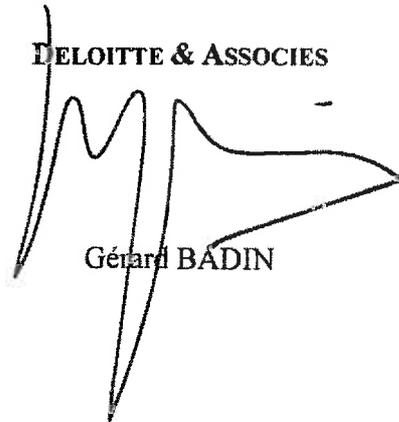
Les commissaires aux comptes

MAZARS



Lionel GOTLIB

DELOITTE & ASSOCIES



Gérard BADIN

EXEL Industries
Société anonyme au capital de 16.969.750 €
Siège social à EPERNAY (Marne) 54, rue Marcel Paul
RCS REIMS n° B 095 550 356

RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL
Premier semestre 2015/2016

**A – ATTESTATION DE LA PERSONNE ASSUMANT LA RESPONSABILITE DU
RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL**

J'atteste, à ma connaissance, que les comptes condensés pour le semestre écoulé sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport semestriel d'activité ci-joint présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes, des principales transactions entre parties liées ainsi qu'une description des principaux risques et des principales incertitudes pour les six mois restants de l'exercice.

Guerric BALLU
Directeur Général

SOMMAIRE

- I - Bilan consolidé au 29/02/16
- II - Compte de résultat consolidé
- III - Tableau de variation des capitaux propres consolidés
- IV - Tableau de flux de trésorerie consolidé
- V - Annexe aux comptes consolidés

I - Bilan consolidé au 29 février 2016

Actif Consolidé (en milliers d' Euros)	Notes	29/02/2016	31/08/2015	28/02/2015
ACTIFS NON COURANTS				
Ecarts d'acquisition	3	77 966	57 550	57 560
Immobilisations incorporelles	4	3 013	2 262	1 823
Immobilisations corporelles	5	137 585	121 382	124 629
Participations dans entreprises associées	6	3 185	2 943	3 098
Actifs financiers	7	1 302	367	427
Actifs d'impôt différé	22	26 687	24 398	25 699
Total actifs non courants		249 738	208 902	213 235
ACTIFS COURANTS				
Stocks	8	267 819	198 581	228 458
Créances clients	9	142 697	134 855	138 000
Créances d'impôt courantes		1 389	2 531	4 043
Autres créances	10	20 439	17 749	19 719
Trésorerie & équivalents de trésorerie	11	60 997	79 970	45 534
Total actifs courants		493 341	433 685	435 754
TOTAL DEL'ACTIF		743 079	642 587	648 989
Passif Consolidé (en milliers d' Euros)	Notes	29/02/2015	31/08/2015	28/02/2015
CAPITAUX PROPRES				
Capital	12	16 970	16 970	16 970
Autres réserves		255 354	230 841	227 781
Actions propres		(192)	(117)	(215)
Résultat de l'exercice		2 417	31 595	(8 150)
Capitaux propres (part du groupe)		274 548	279 288	236 385
Participations ne donnant pas le contrôle :				
Quote-part de capitaux propres		142	118	118
Quote-part de résultat		43	38	13
Total participations ne donnant pas le contrôle		184	156	131
Total capitaux propres		274 732	279 444	236 516
PASSIFS NON COURANTS				
Provisions à long terme	13	52 099	51 768	61 852
Dettes financières à long terme	14&15	131 580	78 296	68 090
Impôts différés passifs		11 594	14 500	11 015
Total passifs non courants		195 272	144 564	140 957
PASSIFS COURANTS				
Provisions à court terme	13	2 271	2 199	1 523
Part à moins d'un an des emprunts	14&15	44 550	38 803	63 714
Concours bancaires courants	14&15	68 019	38 162	56 064
Dettes Fournisseurs		81 943	61 712	79 599
Dettes d'impôt courantes		5 481	6 528	4 442
Autres dettes courantes	16	70 810	71 176	66 174
Total passifs courants		273 075	218 579	271 516
TOTAL DU PASSIF		743 079	642 587	648 989

II - Compte de résultat consolidé au 29 février 2016

Compte de résultat consolidé (en milliers d' Euros)	Notes	29/02/2016 semestre	31/08/2015 exercice	28/02/2015 semestre
Chiffre d'affaires	17	309 471	725 190	290 220
Autres produits opérationnels		25 701	6 349	2 294
Total produits opérationnels		335 172	731 538	292 514
Variation des stocks de produits finis et travaux en cours		18 905	(5 567)	12 244
Achats consommés		(186 184)	(356 498)	(146 494)
Autres achats et charges externes		(51 894)	(107 281)	(52 874)
Impôts et taxes		(4 015)	(6 810)	(4 827)
Charges de personnel	18	(97 144)	(187 551)	(93 979)
Dotations aux amortissements		(7 650)	(14 518)	(7 484)
Dotations nettes aux provisions & dépréciations d'actifs	19	3 723	(601)	(2 281)
Autres charges opérationnelles		(2 648)	(1 773)	(2 886)
Total charges opérationnelles récurrentes		(326 908)	(680 600)	(298 581)
RESULTAT OPERATIONNEL COURANT		8 264	50 938	(6 067)
Produits non récurrents		4 269	3 384	1 111
Charges non récurrentes		(5 256)	(9 162)	(4 809)
Total des charges & produits non récurrents	20	(987)	(5 778)	(3 698)
RESULTAT OPERATIONNEL		7 278	45 161	(9 765)
Produits financiers		4 222	20 663	12 168
Charges financiers		(6 853)	(22 213)	(12 668)
Total des charges & produits financiers	21	(2 631)	(1 550)	(500)
RESULTAT AVANT IMPOTS		4 646	43 610	(10 265)
Impôts	22	(2 434)	(12 285)	1 987
Part dans le résultat des sociétés mises en équivalence	6	241	306	141
RESULTAT NET DE LA PERIODE		2 454	31 631	(8 137)
Résultat net part du groupe		2 417	31 595	(8 150)
Résultat net part des minoritaires		37	37	13
<i>Résultat par action (en Euros)</i>		<i>0.4</i>	<i>4.7</i>	<i>-1.2</i>
<i>Résultat dilué par action (en Euros)</i>		<i>0.4</i>	<i>4.7</i>	<i>-1.2</i>

Etat des produits et charges comptabilisés sur la période

(en milliers d'euros)	29/02/2016	31/08/2015	28/02/2015
Résultat net	2 454	31 631	(8 137)
Gains (pertes) actuariels nets des régimes à prestations définies	-	4 758	-
Impôts différés sur gains (pertes) actuariels	254	(1 556)	-
Variation des écarts de conversion	(114)	1 701	1 852
Plus ou moins-value sur cession d'actions propres (nette d'impôt)	(2)	(23)	(22)
Total des produits et charges comptabilisés au bilan	2 592	36 511	(6 307)
<i>Part revenant aux actionnaires</i>	<i>2 554</i>	<i>36 475</i>	<i>(6 320)</i>
<i>Part revenant aux intérêts minoritaires</i>	<i>37</i>	<i>37</i>	<i>13</i>

III – Tableau de variation des capitaux propres consolidés

(en milliers d'euros)	Capitaux propres - part groupe						Intérêts minoritaires	Total ensemble consolidé
	Capital	Primes	Réserves consolidées	Ecarts de conversion	Actions propres	Total Part du Groupe		
Solde au 31/08/2014	16 970	2 528	231 919	(550)	(246)	250 621	123	250 744
Total des produits et des charges comptabilisés au bilan	-	-	34 774	1 701	-	36 475	37	36 511
Dividendes distribués			(7 942)			(7 942)	(14)	(7 956)
Variation de périmètre			732	(732)		-		-
Autres variations			6	-	129	135	10	145
Solde au 31/08/2015	16 970	2 528	259 489	419	(117)	279 288	156	279 444
Total des produits et des charges comptabilisés au bilan	-	-	2 668	(114)	-	2 554	37	2 591
Dividendes distribués			(7 202)			(7 202)	(38)	(7 240)
Variation de périmètre			(248)	248		-		-
Autres variations			(16)		(75)	(91)	29	(62)
Solde au 29/02/2016	16 970	2 528	254 691	553	(192)	274 549	184	274 733

IV - Tableau de flux de trésorerie consolidé

Consolidé		29/02/2016	31/08/2015	28/02/2015
En milliers d' euros	Notes			
A. OPERATIONS D'EXPLOITATION				
Résultat net part du Groupe		2 453	31 595	(8 150)
Part des minoritaires dans le résultat			37	13
- Quote part dans le résultat des mises en équivalence		(241)	(306)	(141)
+ Dotations aux amortissements des immobilisations		7 650	14 518	7 484
+ Dotations nettes aux provisions & dépréciations (a)		(9 675)	(1 993)	(1 407)
- Plus-values nettes sur cessions d'immobilisations		(445)	(323)	(32)
Capacité d'autofinancement		(258)	43 527	(2 232)
Variation du Besoin en Fonds de Roulement	23	31 980	4 968	26 847
Flux de trésorerie provenant de l'exploitation (c)		(32 238)	38 559	(31 984)
B. OPERATIONS D'INVESTISSEMENTS				
Acquisitions d'immobilisations (b)		(15 595)	(12 877)	(6 858)
Cessions d'immobilisations		523	1 289	168
Incidence des variations de périmètre		(38 642)	414	14
Trésorerie affectée aux investissements		(53 714)	(11 174)	(6 676)
C. OPERATIONS DE FINANCEMENT				
Augmentation du capital et des primes		-	-	-
Dividendes nets de l'exercice		(7 240)	(7 639)	(7 947)
Emissions de dettes financières		55 119	5 960	8 624
Remboursements de dettes financières		(9 027)	(23 869)	(9 582)
Variation actions autodétenues		(69)	92	(4)
Trésorerie résultant du financement		38 783	(25 456)	(8 910)
D. INCIDENCE DES VARIATIONS DE CHANGE		(1 661)	2 932	(2 813)
VARIATIONS DE TRESORERIE (A+B+C+D)		(48 830)	4 861	(50 384)
Trésorerie nette au début d'exercice		41 808	36 947	36 950
Variation de l'exercice		(48 830)	4 861	(47 478)
TRESORERIE NETTE FIN D'EXERCICE		(7 022)	41 808	(10 528)
Valeurs mobilières de placement		10 994	8 994	6 762
Disponibilités		50 003	70 975	38 773
- Concours bancaires courants		(68 019)	(38 162)	(56 063)
TRESORERIE NETTE FIN D'EXERCICE		(7 022)	41 807	(10 528)

(a) A l'exclusion des provisions sur actif circulant

(b) Les acquisitions sont nettes de variation des dettes sur immobilisations

(c) Dont Intérêts financiers versés	2 098	3 914	1 392
et dont Impôt sur les Bénéfices versé (ou remboursé)	7 436	24 437	10 083

V - Annexe aux comptes consolidés

1. Règles et méthodes comptables et de consolidation

1.1 Référentiel comptable

Les états financiers du Groupe EXEL Industries sont préparés en conformité avec les normes comptables internationales IFRS (International Financial Reporting Standards) telles qu'adoptées par l'Union Européenne au 31 août 2015, et disponibles sur le site internet de la Commission Européenne :

http://ec.europa.eu/internal_market/accounting/ias_fr.htm

➤ **Normes, amendements de normes et interprétations applicables à partir de l'exercice ouvert au 1er septembre 2015**

- IFRS 3 – regroupements d'entreprises (applicable aux périodes annuelles ouvertes à compter du 1er janvier 2015)
- IFRS 13 – évaluation à la juste valeur (applicable aux périodes annuelles ouvertes à compter du 1er janvier 2015)
- IAS 40 – immeubles de placement (applicable aux périodes annuelles ouvertes à compter du 1er janvier 2015)

La première application de ces amendements n'a pas eu d'incidence significative sur les états financiers du groupe.

➤ **Normes et interprétations adoptées par l'Union Européenne mais non encore entrées en vigueur**

Le Groupe EXEL Industries a choisi de ne pas appliquer par anticipation les normes, interprétations et amendements adoptés par l'Union Européenne avant le 31 août 2015, et qui rentrent en vigueur postérieurement à cette date. Il s'agit principalement des normes d'améliorations annuelles cycles 2010-2012 et 2012 - 2014. Le groupe n'anticipe pas, compte tenu de l'analyse en cours, d'impact significatif sur ses comptes.

Le Groupe n'a pas appliqué par anticipation ces nouvelles normes ou interprétations ; il ne prévoit pas d'impact significatif sur ses états financiers.

Par ailleurs, le groupe n'a pas encore analysé l'impact des normes IFRS 15 « produits des activités ordinaires » et IFRS 9 « instruments financiers », votées par l'IASB avec une 1ère application pour les exercices ouverts à compter du 1er janvier 2018. Ces normes n'ont pas encore été adoptées par la Commission Européenne, et des points structurants sont en cours de discussion et devraient faire l'objet d'amendements de l'IASB.

Les états financiers consolidés au 29 février 2016 sont établis suivant les principes et méthodes comptables identiques à ceux appliqués au 28 février 2015 et 31 août 2015.

Les comptes consolidés d'EXEL Industries ont été arrêtés par le Conseil d'Administration le 19/04/2016.

1.2 Principes de consolidation & périmètre (cf note 2)

Les sociétés dans lesquelles Exel Industries exerce un contrôle exclusif sont intégrées globalement. Le contrôle exclusif est le pouvoir direct ou indirect de diriger les politiques financière et opérationnelle d'une entreprise afin de bénéficier des avantages de ses activités. Il est généralement présumé lorsque le Groupe détient plus de 50 % des droits de vote de l'entreprise contrôlée.

Les sociétés dans lesquelles Exel Industries a une influence notable sont mises en équivalence. L'influence notable est le pouvoir de participer aux politiques financière et opérationnelle d'une entreprise sans toutefois exercer un contrôle sur ses politiques. Elle est présumée lorsque le Groupe détient directement ou indirectement entre 20 % et 50 % des droits de vote.

Les créances, dettes, produits et charges réciproques significatifs sont éliminés en totalité pour les entreprises intégrées globalement, de même que les résultats internes au Groupe (dividendes, plus-values, marges en stock).

1.3 Regroupements d'entreprises

Les regroupements d'entreprises sont comptabilisés selon la méthode de l'acquisition, conformément aux principes énoncés par IFRS 3 – Regroupements d'entreprises.

Les actifs, passifs et passifs éventuels identifiables de l'entreprise acquise sont comptabilisés à leur juste valeur.

La différence existant entre le coût d'acquisition et la quote-part acquise de la juste valeur des actifs et passifs à la date d'acquisition est comptabilisée à l'actif du bilan au poste « Ecarts d'acquisition », qui n'est pas amorti et qui fait l'objet de test de dépréciation dès lors qu'un indice de perte de valeur est identifié et au moins une fois par an (voir ci-après).

Lorsque le coût d'acquisition est inférieur à la juste valeur des actifs et passifs identifiés, l'écart négatif est immédiatement reconnu en résultat dans les « Autres charges et produits non récurrents ».

1.4 Ecarts d'acquisition (cf note 3)

Pour les sociétés intégrées globalement, l'écart de valeur constaté entre la juste valeur de la contrepartie transférée et la quote-part du groupe dans la juste valeur nette des actifs et passifs acquise existant à la date de prise de contrôle, constitue une survalueur immobilisée à l'actif du bilan consolidé en compte "Ecart d'acquisition". A la date de prise de contrôle, le Groupe a la possibilité d'opter pour la comptabilisation du regroupement d'entreprises selon la méthode du goodwill partiel ou la méthode du goodwill complet. Dans le cas de la méthode du goodwill complet, les intérêts minoritaires sont évalués à la juste valeur et le Groupe comptabilise un goodwill sur la totalité des actifs et passifs identifiables.

Les frais directement liés à la prise de contrôle sont comptabilisés en « Autres charges non récurrentes ».

Pour les sociétés intégrées globalement, l'écart de valeur constaté entre le prix de revient des titres acquis et la quote-part de capitaux propres existant à cette date, constitue une survalueur immobilisée à l'actif du bilan consolidé en compte "Ecart d'acquisition".

L'ensemble des écarts d'acquisition résiduels figure au bilan pour une valeur nette de 77 966 K€ au 29 février 2016.

Le Groupe effectue des tests de dépréciation sur les écarts d'acquisition une fois par an au quatrième trimestre de chaque exercice. Ce test de dépréciation est réalisé au niveau de chaque unité génératrice de trésorerie (UGT) à laquelle un écart d'acquisition a été affecté.

Les UGT sont des ensembles homogènes d'actifs dont l'utilisation continue génère des flux de trésorerie qui sont largement indépendantes des flux de trésorerie générées par d'autres groupes d'actifs. L'UGT correspond aux entités juridiques ou groupe de filiales.

Lorsque la valeur recouvrable de l'UGT est inférieure à sa valeur nette comptable, une perte de valeur est comptabilisée dans la rubrique « charges non récurrentes ». La valeur recouvrable de l'UGT est la valeur la plus élevée entre la valeur de marché diminuée des coûts de vente et la valeur d'utilité. La valeur d'utilité est déterminée à partir de projections actualisées de flux de trésorerie futurs d'exploitation sur une durée de 5 ans et d'une valeur terminale évaluée sur la base d'une capitalisation à l'infini des flux de trésorerie.

Les tests ont été réalisés selon les principales hypothèses suivantes pour l'exercice 2015 :

- le taux de croissance à l'infini s'établit à 2%, ce taux est identique à celui retenu pour l'exercice 2014
- le taux d'actualisation s'élève à 6,81% (contre 8,1 % pour l'exercice 2014)

Le taux d'actualisation utilisé pour les tests de dépréciation provient d'une source indépendante externe : il correspond au coût moyen pondéré du capital (CMPC ou WACC) estimé pour l'exercice, par des analystes financiers qui suivent le titre Exel Industries, à une date proche de la date de clôture.

Les flux de trésorerie utilisés sont établis en fonction des performances passées et des évolutions qu'elle anticipe, à la date d'établissement de ces prévisions.

Les écarts d'acquisition relatifs aux sociétés étrangères sont reconnus dans la devise fonctionnelle de l'entité acquise et sont convertis au cours de change en vigueur à la date de clôture.

Au 29 février 2016, le groupe a procédé à la revue des indicateurs de perte de valeur susceptibles d'entraîner une réduction de la valeur nette comptable des actifs à long terme. A la suite à cette analyse, aucune dépréciation n'a été identifiée.

1.5 Immobilisations incorporelles (cf note 4)

Les autres immobilisations incorporelles figurent au bilan à leur coût d'acquisition. Elles sont amorties selon la méthode linéaire sur leur durée d'utilisation estimée.

Frais de développement

Conformément à la norme IAS 38, les dépenses de développement ne sont pas activées dans le Groupe, pour plusieurs raisons :

- lors de la réalisation de ces dépenses, la faisabilité technique nécessaire à l'achèvement de l'immobilisation incorporelle, en vue de sa mise en service ou de sa vente, n'est pas certaine ;
- Le Groupe n'est pas en mesure de prouver la façon dont l'immobilisation incorporelle générera des avantages futurs probables. En particulier, il est difficile de démontrer l'existence de marché (et d'en évaluer la durée) pour la production issue des dépenses de développement. En effet, le Groupe est toujours à la pointe de l'innovation dans son marché, et le potentiel de ces développements reste encore inconnu, voire inexistant à ce moment-là.

Ces frais sont constitués essentiellement par des charges de personnel.

1.6 Immobilisations corporelles (cf note 5)

Les immobilisations figurent au bilan à leur coût d'acquisition ou à leur valeur d'apport.

L'amortissement est pratiqué essentiellement selon la méthode linéaire appliquée à la durée d'utilisation estimée de chaque bien.

Les taux pratiqués sont comparables d'une société à l'autre et s'établissent ainsi :

- 20 à 30 ans sur les bâtiments,
- 5 à 10 ans sur les aménagements de constructions,
- 5 à 10 ans sur les équipements industriels,
- De 3 à 5 ans sur les autres immobilisations (équipement de bureau, matériel de transport, ...).

1.7 Dépréciation des immobilisations

Le Groupe effectue annuellement une revue des principales immobilisations incorporelles et corporelles afin d'identifier d'éventuelles dépréciations lorsque les événements ou les circonstances laissent supposer que leur valeur comptable pourrait ne pas être recouvrée. Lorsqu'il apparaît que la valeur comptable des immobilisations pourrait ne pas être recouvrée, le Groupe procède à une comparaison entre la valeur recouvrable de ces immobilisations et leur valeur comptable nette ; le cas échéant, une dépréciation ramène le montant des actifs concernés à leur valeur recouvrable estimée. La valeur recouvrable est déterminée comme la valeur la plus élevée entre la valeur de marché et la valeur d'utilité ; cette dernière est déterminée par référence à des flux de trésorerie futurs actualisés (discounted cash-flows : DCF) provenant de l'utilisation de l'immobilisation. Après comptabilisation de cette provision, l'immobilisation figure au bilan pour sa valeur comptable nette après dépréciation. S'il s'agit d'une immobilisation amortissable, l'amortissement est calculé sur la base de la nouvelle valeur comptable nette et sur la durée de vie estimée restant à courir de l'immobilisation.

1.8 Actifs financiers non courants (cf note 7)

Les actifs financiers comprennent des titres de participations minoritaires et d'autres immobilisations financières.

Les titres de participation représentent les intérêts du Groupe dans le capital de sociétés non consolidées. Ils sont analysés comme des titres disponibles à la vente et sont comptabilisés en juste valeur ou à leur coût d'acquisition que le Groupe estime représenter à leur juste valeur, en l'absence d'un marché actif. Les gains et pertes latents sont enregistrés dans une composante séparée des capitaux propres.

En cas de perte de valeur définitive, le montant de la perte est comptabilisé en résultat de la période. Le caractère définitif de la perte de valeur est analysé par référence à la valeur estimative, cette dernière étant déterminée sur la base de la quote-part de situation nette, du prix de marché ou des perspectives de rentabilité, après pondération des effets de la détention de ces participations pour le Groupe en termes de stratégie, ou de synergies avec les activités existantes. Cette perte de valeur n'est pas réversible en compte de résultat si la valeur d'estimation était amenée à évoluer favorablement dans le futur (le profit latent est alors enregistré dans la composante séparée des capitaux propres mentionnée précédemment).

Les autres immobilisations financières sont comptabilisées au coût amorti.

Une provision pour dépréciation est éventuellement constatée s'il existe une indication objective de perte de valeur.

Les titres détenus à des fins de transaction sont évalués en juste valeur et les pertes et profits latents sont comptabilisés au compte de résultat en "produits de trésorerie et équivalents de trésorerie".

L'ensemble des actifs financiers fait l'objet d'une revue annuelle pour déterminer s'il existe un indice de perte de valeur.

1.9 Stocks et encours (cf note 8)

Conformément à la norme IAS 2 « Stocks », les stocks sont évalués au plus faible de leur coût de revient et de leur valeur nette de réalisation. Les coûts de revient sont calculés principalement selon la méthode du premier entré, premier sorti. La valeur nette de réalisation représente le prix de vente estimé dans le cours normal de l'activité, diminué des coûts attendus pour l'achèvement ou la réalisation de la vente.

Les stocks de matières premières et de marchandises sont valorisés principalement suivant la méthode du premier entré, premier sorti.

Les stocks d'encours et de produits finis sont valorisés au coût de production qui comprend les matières premières, les coûts de main-d'œuvre directe et les coûts directs et indirects de production.

1.10 Clients et comptes rattachés (cf note 9)

Les clients et comptes rattachés ont été évalués à leur valeur nominale. Ils sont dépréciés au cas par cas en fonction de l'ancienneté de la créance et de la situation dans laquelle se trouve le client.

1.11 Trésorerie et équivalents de trésorerie (cf note 11)

La trésorerie se décompose en soldes bancaires, placements et équivalents de trésorerie offrant une grande liquidité, dont la date d'échéance est généralement inférieure à trois mois lors de leur acquisition.

Les découverts bancaires figurent au passif courant du bilan, sur une ligne spécifique.

1.12 Impôts sur les bénéfices (cf note 22)

➤ Impôts différés

Conformément aux dispositions de la norme IAS 12 « Impôts différés », les provisions pour impôts différés sont constituées selon la méthode du report variable et de la conception étendue sur les différences temporaires entre les valeurs comptables des actifs et des passifs et leurs valeurs fiscales (déficits fiscaux inclus). Les impôts différés sont calculés par application de la législation fiscale en vigueur.

Les actifs d'impôts différés ne font l'objet de la constatation d'un actif d'impôt différé que si leur récupération est probable. Notamment, il n'a pas été activé d'impôt différé au titre des pertes de certaines filiales dont l'échéance de récupération n'est pas aujourd'hui probable, pour un montant total de l'ordre de 14 M€.

Les actifs et passifs d'impôts différés ne font pas l'objet d'un calcul d'actualisation.

Au bilan, le Groupe compense les actifs et passifs d'impôt différé si l'entité possède un droit légal de compenser les impôts courants actifs et passifs et si les actifs et passifs d'impôt différé relèvent de natures d'impôt levées par la même autorité de taxation.

➤ *Intégration fiscale*

Dans le cadre de la convention d'intégration fiscale existante, avec EXEL Industries comme tête de Groupe, les filiales du Groupe ont acquitté, sous forme d'acomptes, entre les mains d'EXEL Industries, l'impôt dont elles étaient redevables et EXEL Industries acquittera en fin d'exercice l'impôt de Groupe après les retraitements propres à ce système. L'intégration fiscale a conduit à une économie d'impôt de 351 K€ sur le 1^{er} semestre 2016, contre une économie d'impôt de 3220 K€ sur le 1^{er} semestre de l'exercice précédent.

➤ *Crédits d'impôts*

• *Crédit Impôt Recherche (CIR)*

S'agissant d'un dispositif à caractère purement fiscal, susceptible de varier en fonction de la législation fiscale principalement en France, les CIR sont comptabilisés en diminution de la charge d'impôt sur les bénéfices.

• *Crédit d'impôt Compétitivité Emploi (CICE)*

En raison de l'objectif poursuivi par le législateur de permettre une diminution des charges de personnel par le CICE, le Groupe a décidé de comptabiliser le CICE en moins des charges de personnel, en résultat opérationnel. Le CICE a été calculé sur l'exercice au même rythme que les rémunérations sur lesquelles il porte. Ainsi, au 29/02/2016, un produit à recevoir a été comptabilisé pour le CICE relatif aux salaires de la période Janvier 2015 à Février 2016. Le total des CICE comptabilisés dans le Groupe s'élève à 2466 K€.

1.13 Conversion des éléments en devises

Les comptes des sociétés étrangères sont convertis selon la méthode dite du taux de clôture : conversion des éléments actifs et passifs du bilan au taux de change de fin d'exercice et des comptes de résultat au taux de change moyen. Les différences de conversion sont inscrites directement en situation nette, dans le poste « Ecart de conversion ».

Les opérations réalisées par les entités du Groupe dans une devise autre que leur devise fonctionnelle sont converties au taux de change en vigueur à la date des opérations. Les éléments de l'actif et du passif qui sont libellés dans une devise autre que la devise fonctionnelle de l'entité concernée sont convertis au taux de change en vigueur à la date de clôture des comptes. Les pertes et gains de change sont comptabilisés en charges et produits financiers.

1.14 Contrats de location

➤ *Contrats de location-financement*

Les immobilisations financées au moyen de contrats de location-financement, telles que définies par la norme IAS 17 « Contrats de location », sont présentées à l'actif pour la valeur actualisée des paiements futurs ou la valeur de marché si elle est inférieure. La dette correspondante est inscrite en passifs financiers. Ces biens sont amortis selon leur durée d'utilisation estimée.

Seules les opérations significatives font l'objet d'un retraitement (dont la valeur d'achat d'origine du bien financé est supérieure à 150 K€).

Les principaux contrats de location-financement étant retraités dans les comptes consolidés, aucune information complémentaire n'a lieu d'être donnée sur les loyers futurs au titre de ces contrats.

➤ *Contrats de locations simples*

Les contrats relatifs aux locations simples, pris individuellement, sont de faibles montants ; ils ne présentent pas de caractère significatif. Notamment, le Groupe étant propriétaire de ses sites de production principaux, il n'y a pas de contrat de location immobilière significatif.

1.15 Provisions – Actifs et passifs éventuels

Selon la norme IAS 37, les provisions comptabilisées sont constituées en fonction d'évaluations au cas par cas des risques et charges correspondants. Une provision est constituée chaque fois que les organes de Direction du Groupe ont la connaissance d'une obligation juridique ou implicite résultant d'un événement passé, qui pourrait engendrer une sortie probable de ressources sans contrepartie au moins équivalente attendue. Les provisions sont ventilées entre passif courant et passif non courant en fonction de l'échéance attendue du terme du risque. Les provisions dont l'échéance est à plus d'un an sont actualisées, si l'impact est significatif.

Dans le cas où un passif n'est ni probable, ni ne peut être évalué mais demeure possible, le Groupe fait état de ce passif éventuel dans ses engagements hors bilan.

Les passifs éventuels sont mentionnés en annexe sauf si la probabilité d'une sortie de ressource est très faible. Les actifs éventuels figurent en annexe lorsque leur réalisation est probable.

1.16 Engagements de retraite et charges assimilées (cf note 13.3)

Les engagements résultant de régimes de retraites à prestations définies sont provisionnés au bilan. Ils sont déterminés selon la méthode des unités de crédit projetées sur la base d'évaluations actuarielles effectuées lors de chaque clôture. Les hypothèses actuarielles utilisées pour déterminer les engagements varient selon les conditions économiques du pays dans lequel le régime est en vigueur. La comptabilisation de chaque régime est effectuée séparément.

Le groupe fait appel à un organisme extérieur pour couvrir partiellement son passif social. La provision inscrite dans les comptes consolidés correspond uniquement au risque non couvert ainsi qu'aux charges sociales sur la totalité de l'engagement social.

Pour les régimes à prestations définies financés dans le cadre d'une gestion externe (fonds de pension ou contrats d'assurance), l'excédent ou l'insuffisance de la juste valeur des actifs par rapport à la valeur actualisée des obligations est comptabilisé(e) comme actif ou passif au bilan. Toutefois les excédents d'actifs ne sont comptabilisés au bilan que dans la mesure où ils représentent un avantage économique futur pour le Groupe.

Le coût des services passés correspond aux avantages octroyés, soit lorsque l'entreprise adopte un nouveau régime à prestations définies, soit lorsqu'elle modifie le niveau des prestations d'un régime existant. Lorsque les nouveaux droits à prestation sont acquis dès l'adoption du nouveau régime ou le changement d'un régime existant, le coût des services passés est immédiatement comptabilisé en résultat. A l'inverse, lorsque l'adoption d'un nouveau régime ou le changement d'un régime existant donne lieu à l'acquisition de droits postérieurement à sa date de mise en place, les coûts des services passés sont comptabilisés en charge, selon un mode linéaire, sur la durée moyenne restant à courir jusqu'à ce que les droits correspondants soient entièrement acquis.

Les écarts actuariels résultent des effets des changements d'hypothèses actuarielles et des ajustements liés à l'expérience (différences entre les hypothèses actuarielles retenues et la réalité constatée). Les gains et pertes actuariels sont comptabilisés directement par les capitaux propres, donc sans incidence sur le résultat.

Pour les régimes à prestations définies, la charge comptabilisée en résultat opérationnel comprend le coût des services rendus au cours de l'exercice, l'amortissement du coût des services passés, le coût de l'actualisation ainsi que les effets de toute réduction ou liquidation de régime.

1.17 Utilisation d'estimations

L'établissement des comptes consolidés en conformité avec les règles édictées par les IFRS, implique que la Direction du Groupe procède à un certain nombre d'estimations et retienne certaines hypothèses qui ont une incidence sur les montants portés à l'actif et au passif, tels que les amortissements et les provisions, sur l'information relative aux actifs et aux passifs éventuels à la date d'arrêté des comptes consolidés et sur les montants portés aux comptes de produits et charges au cours de l'exercice. Ces estimations font l'hypothèse de la continuité d'exploitation et sont celles que la Direction considère comme les plus pertinentes et réalisables dans l'environnement du Groupe et en fonction des retours d'expérience disponibles.

Les estimations et hypothèses font l'objet de révisions régulières et au minimum à chaque clôture d'exercice. Elles peuvent varier si les circonstances sur lesquelles elles étaient fondées évoluent ou par suite de nouvelles informations. Les résultats réels peuvent différer de ces estimations et de ces hypothèses.

Les principales estimations faites par le groupe lors de l'établissement des états financiers portent notamment sur les hypothèses retenues pour le calcul des impôts différés, de la valorisation des actifs incorporels et corporels, de la valorisation des titres de participations, des dépréciations de l'actif courant et des provisions courantes et non courantes.

Dans le contexte économique actuel, l'exercice de prévision d'activité et de planification à moyen terme est rendu plus difficile.

Les comptes consolidés semestriels ont été établis en tenant compte du contexte actuel de crise économique et financière et sur la base de paramètres financiers de marché disponibles à la date de clôture.

Les effets immédiats de la crise ont été pris en compte, notamment dans la valorisation des actifs tels que les stocks et les créances clients et des passifs.

En ce qui concerne les actifs à plus long terme, tels que les goodwill, il a été pris pour hypothèse que la crise serait limitée dans le temps. La valeur de ces actifs est appréciée à chaque clôture et lors de l'identification d'indice de perte de valeur sur la base de perspectives économiques à long terme et sur la base de la meilleure appréciation de la Direction du Groupe dans un contexte de visibilité réduite en ce qui concerne les flux futurs de trésorerie.

Le Groupe EXEL Industries a conservé les mêmes règles d'estimation que celles retenues au 31 août 2015, à l'exception des estimations suivantes, spécifiques aux clôtures intermédiaires :

- la charge d'impôt exigible du semestre est calculée sur la base d'un taux normatif, calculé sur une base annuelle. Cette estimation tient compte le cas échéant de l'utilisation de déficits reportables ;
- les charges d'intéressement et de participation sont calculées sur la base du montant annuel estimé.

Il n'est effectué de test de dépréciation que sur les actifs ou groupe d'actifs pour lesquels des indices de pertes de valeur ont pu être mis en évidence au cours du semestre.

1.18 Information sectorielle

Bien que fabriquant ses produits pour trois marchés principaux que sont l'agriculture, le jardinage et l'industrie, le Groupe EXEL Industries n'évolue que sur un seul secteur d'activité : la pulvérisation.

1.19 Instruments financiers

➤ Actions propres

Conformément à la norme IAS 32, les actions propres détenues par le groupe, dans le cadre du programme de rachat d'actions lié au contrat de liquidité, sont enregistrées à leur coût d'acquisition en diminution des capitaux propres. Le résultat de cession des actions propres est imputé sur les capitaux propres, net d'impôt société, et ne contribue pas au résultat de l'exercice.

➤ Instruments financiers dérivés

Sur le semestre, le groupe a été amené à utiliser, ponctuellement, des instruments financiers de couverture des risques sur taux d'intérêt ou sur change afin de limiter son exposition à ceux-ci.

A la clôture de l'exercice, le groupe utilise :

- ✓ des swaps de taux afin de convertir à taux fixe des emprunts bancaires à taux variable pour un nominal de 5.4 M€, la position est valorisée à -40 K€.

➤ Passifs financiers

Les emprunts et passifs financiers non courants sont évalués à leur valeur nominale historique qui est considérée comme proche de leur coût amorti.

1.20 Produits des activités ordinaires

Les produits des activités ordinaires sont constitués par les ventes de marchandises et les ventes de services produits dans le cadre des activités principales du Groupe.

Les produits de l'activité sont enregistrés, conformément à la norme IAS 18, en se basant sur la méthode de la comptabilité d'engagement et sur le principe de rattachement des charges et produits.

Les produits liés à la vente de marchandises sont constatés dès lors que le transfert à l'acheteur des risques et avantages importants inhérents à la propriété des biens a eu lieu et que les coûts supportés ou à venir relatifs à la transaction peuvent être mesurés de façon fiable.

Les remises ou rabais accordés aux clients sont comptabilisés en déduction du revenu.

Les produits liés à la vente de services sont évalués à la juste valeur de la contrepartie reçue ou à recevoir. Les revenus relatifs à la vente de produits sont comptabilisés lorsque la livraison est intervenue, que le montant du revenu peut être mesuré de façon fiable et que les avantages économiques associés à cette transaction reviendront au groupe.

2.- Périmètre de consolidation

Dénomination	% de contrôle		% d'intérêts		Méthode de consolidation
	02-2016	08-2015	02-2016	08-2015	
EXEL Industries SA	100.00%	100.00%	100.00%	100.00%	Société mère
TECNOMA Technologies SAS	100.00%	100.00%	100.00%	100.00%	IG
PRECICULTURE SAS	100.00%	100.00%	100.00%	100.00%	IG
CMC SAS	100.00%	100.00%	100.00%	100.00%	IG
CARUELLE NICOLAS SAS	100.00%	100.00%	100.00%	100.00%	IG
RAM Environnement SAS	100.00%	100.00%	100.00%	100.00%	IG
BERTHOUD Agricole SAS :	100.00%	100.00%	100.00%	100.00%	IG
FISCHER Nouvelle sarl (Suisse)	100.00%	100.00%	100.00%	100.00%	IG
BERTHOUD Sprayers Ltd (UK)	99.00%	99.00%	99.00%	99.00%	IG
MATROT Equipements SAS :	100.00%	100.00%	100.00%	100.00%	IG
MATROT UK Ltd (UK)	100.00%	100.00%	100.00%	100.00%	IG
HERRIAU SAS		100.00%		100.00%	IG
SCI CATHAN	100.00%	100.00%	100.00%	100.00%	IG
CAPAGRI	100.00%	100.00%	100.00%	100.00%	IG
SCI MAIZY	100.00%	100.00%	100.00%	100.00%	IG
VERMOREL (Roumanie)	100.00%	100.00%	100.00%	100.00%	IG
INGELIA (Roumanie)	90.00%	90.00%	90.00%	90.00%	IG
HOZELOCK Exel SAS	100.00%	100.00%	100.00%	100.00%	IG
EXEL Real Estate (USA)	100.00%	100.00%	100.00%	100.00%	IG
EXEL Real Estate Australia (Australie)	100.00%	100.00%	100.00%	100.00%	IG
EXEL Real Estate Germany (Allemagne)	100.00%	100.00%	100.00%	100.00%	IG
Exel Real Estate Netherlands BV (Pays-Bas)	100.00%		100.00%		IG
EMC LLC (Russie)	100.00%	100.00%	100.00%	100.00%	IG
KREMLIN REXSON SA :	99.48%	99.48%	99.48%	99.48%	IG
<i>Filiales françaises :</i>					
SCM SAS	100.00%	100.00%	100.00%	100.00%	IG
API Technologies SAS	100.00%	100.00%	100.00%	100.00%	IG
<i>Filiales étrangères :</i>					
Allemagne	100.00%	100.00%	100.00%	100.00%	IG
Espagne	99.90%	99.90%	99.90%	99.90%	IG
Kremlin Rexson Italie	100.00%	100.00%	100.00%	100.00%	IG
Exel North America (USA)	100.00%	100.00%	100.00%	100.00%	IG
Portugal	100.00%	100.00%	100.00%	100.00%	IG
Argentine	100.00%	100.00%	100.00%	100.00%	IG
Pologne	100.00%	100.00%	100.00%	100.00%	IG
Brésil	100.00%	100.00%	100.00%	100.00%	IG
Afrique du Sud	100.00%	100.00%	100.00%	100.00%	IG
Inde	100.00%	100.00%	100.00%	100.00%	IG
Singapour	100.00%	100.00%	100.00%	100.00%	IG
SAMES Technologies SAS :	100.00%	100.00%	100.00%	100.00%	IG
<i>Filiales étrangères :</i>					
Chine	100.00%	100.00%	100.00%	100.00%	IG
Russie	100.00%	100.00%	100.00%	100.00%	IG
Japon	100.00%	100.00%	100.00%	100.00%	IG
Mexique	100.00%	100.00%	100.00%	100.00%	IG
HARDI INTERNATIONAL AS (Danemark)	100.00%	100.00%	100.00%	100.00%	IG
<i>Filiales étrangères :</i>					
HARDI North America Inc. (USA)	100.00%	100.00%	100.00%	100.00%	IG
HARDI Australia PTY (Australie)	100.00%	100.00%	100.00%	100.00%	IG
ILEMO-HARDI S.A. (Espagne)	100.00%	100.00%	100.00%	100.00%	IG
HARDI Gmbh (Allemagne)	100.00%	100.00%	100.00%	100.00%	IG
Svenska HARDI AB (Suède)	100.00%	100.00%	100.00%	100.00%	IG
HARDI Norge A/S (Norvège)	100.00%	100.00%	100.00%	100.00%	IG
HARDI Ltd (UK)	100.00%	100.00%	100.00%	100.00%	IG
<i>Filiales françaises :</i>					
HARDI EVRARD SA	100.00%	100.00%	100.00%	100.00%	IG
HARDI Service	100.00%	100.00%	100.00%	100.00%	IG
POMMIER S.C.E.P.	47.32%	47.32%	47.32%	47.32%	ME
AGRIFAC MACHINERY BV (Hollande)	100.00%	100.00%	100.00%	100.00%	IG
<i>Filiales étrangères :</i>					
Agrifac UK Ltd (UK)	100.00%	100.00%	100.00%	100.00%	IG
Agrifac Australia PTY LTD (Australie)	100.00%	100.00%	100.00%	100.00%	IG

Dénomination	% de contrôle		% d'intérêts		Méthode de consolidation
	02-2016	08-2015	02-2016	08-2015	
RASINDECK Ltd (UK)	100.00%	100.00%	100.00%	100.00%	IG
Ashspring Ltd (UK)	100.00%	100.00%	100.00%	100.00%	IG
Thistlehaven Ltd (UK)	100.00%	100.00%	100.00%	100.00%	IG
Hozelock Group Ltd (UK)	100.00%	100.00%	100.00%	100.00%	IG
Ever 1241 Ltd (UK)	100.00%	100.00%	100.00%	100.00%	IG
Hozelock Ltd (UK)	100.00%	100.00%	100.00%	100.00%	IG
Hozelock Holland BV (Hollande)	100.00%	100.00%	100.00%	100.00%	IG
Hozelock Sweden AB (Suède)	100.00%	100.00%	100.00%	100.00%	IG
Hozelock Australia Pty (Australie)	100.00%	100.00%	100.00%	100.00%	IG
TRICOFLEX	100.00%	100.00%	100.00%	100.00%	IG
Hozelock Tricoflex Gmbh (Allemagne)	100.00%	100.00%	100.00%	100.00%	IG
Tricoflex Benelux (Belgique)	100.00%	100.00%	100.00%	100.00%	IG
Hozelock Tricoflex Iberica (Espagne)	100.00%	100.00%	100.00%	100.00%	IG
Tricoflex Scandinavia AB (Suède)	100.00%	100.00%	100.00%	100.00%	IG
HOLMER Agrar Gmbh (Allemagne)	100.00%	100.00%	100.00%	100.00%	IG
Holmer Maschinenbau Gmbh	100.00%	100.00%	100.00%	100.00%	IG
Holmer EXXACT	100.00%	100.00%	100.00%	100.00%	IG
GEBO - Bottmersdorfer Gerätebau GmbH	100.00%	100.00%	100.00%	100.00%	IG
Holmer Poland	100.00%	100.00%	100.00%	100.00%	IG
Holmer Ukraine	100.00%	100.00%	100.00%	100.00%	IG
Holmer Czech Republic	100.00%	100.00%	100.00%	100.00%	IG
Holmer France	100.00%	100.00%	100.00%	100.00%	IG
Holmer USA	100.00%	100.00%	100.00%	100.00%	IG
Minworth Property UK	100.00%	100.00%	100.00%	100.00%	IG
ET WORKS (USA)	100.00%		100.00%		IG
ET Works, INC	100.00%		100.00%		IG
ET Works, LLC	100.00%		100.00%		IG
ET Ag Center	100.00%		100.00%		IG
Ohio Valley Ag	100.00%		100.00%		IG
Southern Application Management	100.00%		100.00%		IG
High Plains Apache Sales and Service	100.00%		100.00%		IG

IG: Intégration globale - ME: Mise en équivalence - NC: Non consolidé, sortie du périmètre - NA: Non applicable

➤ Changements de périmètre

- Au cours du mois de novembre, le groupe a créé une société immobilière au Pays-Bas (Exel Real Estate Netherlands BV)
- En Janvier 2016, EXEL Industries a acquis 100% de ET Works LLC, à travers une holding ET Works INC constituée à cette occasion. ET Works LLC, est fabricant des pulvérisateurs agricole sous la marque Apache. Cette société d'Amérique du Nord a son usine et son siège social à Mooresville, Indiana et fabrique et commercialise des automoteurs de pulvérisation agricole. L'acquisition a entraîné sa consolidation à compter du 01 Janvier 2016.
- En Janvier 2016, le groupe a cédé le fonds de commerce et les actifs de l'activité de semoirs HERRIAU à son importateur belge : VALLAEY Landbouwmachines.

Incidences des évolutions de périmètre sur les comptes au 29 Février 2016 (En Million d'Euros) :

- sur le chiffre d'affaires consolidé : 6.1 M€
- sur le résultat opérationnel : -1.7 M€
- sur les actifs non courants : 35.7 M€
- sur les actifs courants : 40.3 M€
- sur les passifs non courants : 10.8M€
- sur les passifs courants : 40.6 M€

3.- Ecart d'acquisition

3.1 Mouvements de l'exercice

En milliers d'euros	29/02/16	31/08/15	28/02/15
Valeurs nettes à l'ouverture	57 550	55 577	55 577
Evolution du Périmètre :			
Augmentations	22 259	-	-
Diminutions	-	-	-
Dépréciation pour perte de valeur	-	-	-
Autres variations nettes (impact de change)	(1 843)	1 973	1 982
Valeurs nettes à la clôture	77 966	57 550	57 560

Un goodwill provisoire, déterminé sur la base d'une évaluation partielle à la juste valeur de la société ET Works a été reconnu pour 22,2 millions d'euros. En conformité avec la norme IFRS 3(2008).45, le groupe réalisera l'évaluation complète des actifs acquis et des passifs repris avant 12 mois à compter de la date d'acquisition.

3.2 Détail des écarts d'acquisition par Unité Génératrice de Trésorerie (UGT)

(Valeur nette comptable)

En milliers d'euros	29/02/16	31/08/15	28/02/15
Kremlin Rexson	2 228	2 228	2 228
Sames	2 629	2 629	2 629
Hardi et ses filiales	14 227	14 217	14 237
Rasindeck	36 172	37 919	37 909
ET Works (Provisoire)	22 153	-	-
Autres filiales	557	557	557
Total	77 966	57 550	57 560

4.- Immobilisations incorporelles

En milliers d'euros	29/02/2016				31/08/2015	28/02/2015
	Brut	Amort	Dépréciat.	Net	Net	Net
Brevets, marques, licences et logiciels informatiques (a)	15 922	(13 595)	-	2 327	2 214	1 634
Autres immo. incorporelles	968	(282)	-	686	48	189
TOTAL	16 890	(13 877)	0	3 013	2 262	1 823

(a) Les logiciels achetés représentent la quasi-totalité de ces immobilisations.

5.- Immobilisations corporelles

En milliers d'euros	29/02/2016				31/08/2015	28/02/2015
	Brut	Amort	Dépréciat.	Net	Net	Net
Terrains	31 685	(2 171)	-	29 513	19 614	19 286
Constructions	127 476	(60 010)	-	67 467	62 142	61 843
Installations techniques	186 790	(158 964)	-	27 826	28 900	28 850
Autres immobilisations corporelles (a)	33 506	(26 292)	-	7 214	7 600	7 874
Immobilisations corporelles en cours	5 510	-	-	5 510	3 097	6 708
Avances et acomptes	55	-	-	55	29	68
TOTAL	385 022	(247 437)	-	137 585	121 382	124 629

(a) Les autres immobilisations corporelles comprennent principalement du matériel de transport, du mobilier et du matériel informatique.

Parmi les immobilisations corporelles brutes figurent des éléments acquis en location-financement pour 8583 K€ (cf. note sur les dettes financières).

5.1 - Mouvements de la période concernant les valeurs brutes

En milliers d'euros	29/02/2016	31/08/2015	28/02/2015
Immobilisations corporelles brutes au début de période	360 031	346 378	346 378
Acquisitions (nettes de transfert)	14 418	11 633	6 509
Variation de périmètre	19 467	-	-
Cessions ou mise au rebut	(1 329)	(3 065)	(1 018)
Impact de change & divers	(7 565)	5 085	10 552
Immobilisations corporelles brutes en fin de période	385 022	360 031	362 421

5.2 - Mouvements de la période concernant les amortissements cumulés

En milliers d'euros	29/02/2016	31/08/2015	28/02/2015
Amortissements cumulés en début de période	238 649	225 966	225 966
Dotations de l'exercice	7 166	13 598	7 167
Variation de périmètre	7 107	-	-
Reprises sur cessions ou mise au rebut	(1 257)	(2 112)	(754)
Impact de change & divers	(4 228)	1 198	5 413
Amortissements cumulés en fin de période	247 437	238 649	237 792

Les lignes « impact de change et divers » comprennent des reclassements entre valeurs brutes et amortissements.

6.- Participations dans des entreprises associées

En milliers d'euros	29/02/16	31/08/15	28/02/15
Valeurs nettes à l'ouverture	2 943	2 957	2 957
Acquisition			
Variation de Périmètre			
Part dans le résultat net des sociétés mises en équivalence	241	306	141
Distribution de dividendes		(320)	
Cession / sortie			
Autres variations nettes (dont change)	(0)	(0)	0
Valeurs nettes à la clôture	3 185	2 943	3 098

Cela concerne la société POMMIER, détenue à 47% par HARDI EVRARD, filiale directe de HARDI International AS.

7.- Actifs financiers non courants

Consolidé En milliers d'euros	29/02/2016			31/08/2015	28/02/2015
	Brut	Dépréciation	Net	Net	Net
Titres de participations	104	(4)	100	104	102
Créances sur participations	-	-	-	-	-
Autres titres immobilisés	6	(3)	3	3	6
Prêts	48	-	48	48	48
Autres immobilisations financières	1 337	(187)	1 150	212	271
TOTAL	1 496	(194)	1 302	367	427

Les titres de participations correspondent à des participations minoritaires dans des sociétés de commercialisation de matériels agricoles en Europe, détenues à 10%.

8.- Stocks et en-cours

En milliers d'euros	29/02/2016			31/08/2015	28/02/2015
	Brut	Dépréciation	Net	Net	Net
Matières premières	148 481	(30 021)	118 460	90 374	110 455
En-cours de biens et services	18 298	(1 616)	16 682	17 785	22 883
Produits intermédiaires et finis	105 745	(6 979)	98 766	69 251	66 116
Marchandises	42 533	(8 622)	33 911	21 171	29 004
TOTAL	315 056	(47 238)	267 819	198 581	228 458

9.- Créances clients

En milliers d'euros	29/02/2016			31/08/2015	28/02/2015
	Brut	Dépréciation	Net	Net	Net
Créances clients	150 256	(7 558)	142 698	134 855	138 000
TOTAL	150 256	(7 558)	142 698	134 855	138 000

Les dépréciations sont estimées sur une base individuelle, à la suite de la constatation d'un risque avéré de défaut du client en question, et sur la base des retards de paiement.

L'évolution des dépréciations des créances clients se présente ainsi :

En milliers d'euros	29/02/2016	31/08/2015	28/02/2015
Dépréciations des créances clients à l'ouverture	(7 969)	(7 876)	(7 876)
Dépréciation (ou reprise) nette enregistrée en résultat	367	(93)	(71)
Variation de périmètre	-	-	-
Autres variations	44	-	-
Dépréciations des créances clients à la clôture	(7 558)	(7 969)	(7 947)

10.- Autres créances

Les autres créances comprennent principalement des créances sur l'état au titre de la TVA récupérable.

En milliers d'euros	29/02/2016 valeurs nettes	31/08/2015 valeurs nettes	28/02/2015 valeurs nettes
Créances fiscales hors IS (principalement TVA)	9 425	8 267	9 674
Créances sociales	209	190	274
Avances et acomptes versés	809	843	1 936
Débiteurs divers	2 176	1 486	3 090
Charges constatées d'avance	7 821	6 964	4 745
TOTAL	20 439	17 749	19 719

11.- Trésorerie et équivalents de trésorerie

En milliers d'euros	29/02/2016	31/08/2015	28/02/2015
Valeurs mobilières de placement	10 994	8 994	6 762
Disponibilités	50 003	70 975	38 772
TOTAL	60 997	79 970	45 534

La valeur de marché des valeurs mobilières de placement, composées principalement de Sicav de Trésorerie, est proche des valeurs inscrites au bilan.

La trésorerie disponible est généralement investie dans des placements sans risque (Sicav monétaires). La société ne détient aucun portefeuille d'actions sur le marché.

12.- Capital social

Le capital de la société mère est composé de 6 787 900 actions ordinaires de 2,5 euros de nominal, au 29/02/2016. Par ailleurs, la société ne dispose pas d'instruments dilutifs.

Aucune opération sur le capital n'a été effectuée durant la période.

Le nombre d'actions propres auto-détenues au 29/02/2016 est de 2846 titres.

➤ Politique de gestion des fonds propres

La gestion des capitaux propres consiste essentiellement à décider du niveau de capital actuel et futur ainsi que de la politique de distribution du dividende.

La politique de gestion du groupe repose sur un niveau de fonds propres suffisant pour sécuriser la structure financière du groupe. Ce niveau est suivi à partir du ratio de Dettes Financières Nettes rapporté aux Capitaux Propres.

Le groupe a par ailleurs mis en place depuis plusieurs années un contrat de liquidité afin de faciliter les transactions quotidiennes. Ce contrat ne permet pas d'engager des capitaux élevés et intervient de façon marginale dans les transactions boursières.

13.- Provisions pour risques et charges

13.1 Ventilation par nature de provisions & mouvements de l'exercice

Consolidé							
En milliers d'euros	31/08/2015	Dotation	Reprise (prov. utilisées)	Reprise (prov. non utilisées)	Ecarts actuariels (passés en réserve)	Variation périmètre & change	29/02/2016
Provisions pour risques	21 470	2 789	(4 692)	(128)		4 456	23 908
Provisions pour charges	32 497	568	(3 229)	(36)		675	30 462
TOTAL	53 967	3 357	(7 921)	(164)	-	5 131	54 370
Dont provisions non courantes	51 768						52 099
Dont provisions courantes	2 199						2 271
TOTAL	53 967						54 370

13.2 Ventilation des provisions entre provisions courantes et provisions non courantes

Par principe, les provisions pour risques & charges sont classées en passifs non courants, car leur échéance n'est pas connue précisément, sauf si, au moment de l'arrêté des comptes, la société sait que certaines provisions seront décaissées sur l'exercice suivant. Dans ce dernier cas, les provisions concernées sont classées en passifs courants.

➤ Provisions pour risques et charges non courantes

Consolidé En milliers d'euros	29/02/2016	31/08/2015	28/02/2015
Litiges commerciaux et charges sur chantiers en cours	1 445	1 844	6 421
Garantie contractuelle envers les clients	16 339	11 928	10 615
Risques fermeture d'établissement et filiales étrangères	30	30	-
Engagements de retraite charges sociales comprises	28 786	30 736	37 574
Autres engagements sociaux divers (hors plan sociaux)	1 661	3 162	1 484
Risque fiscal et provisions pour impôt	303	232	200
Divers	3 535	3 836	5 559
TOTAL	52 099	51 768	61 852

➤ Provisions pour risques et charges courantes

Consolidé En milliers d'euros	29/02/2016	31/08/2015	28/02/2015
Litiges commerciaux et charges sur chantiers en cours	324	70	-
Plans sociaux	-	-	-
Risques fermeture d'établissement et filiales étrangères	-	-	-
Risque fiscal et provisions pour impôt	-	-	15
Autres engagements sociaux & divers	1 947	2 129	1 508
TOTAL	2 271	2 199	1 523

13.3 Engagements de retraite

Les salariés du Groupe bénéficient, selon les pays, de régime de retraite à cotisations définies et de régimes de retraite à prestations définies.

➤ Régimes à cotisations définies

Dans ce type de régime de retraite, l'entreprise paye uniquement les cotisations à un organisme (public ou privé) indépendant de l'entreprise, qui se charge ensuite de verser les indemnités aux retraités de l'entreprise.

Le Groupe comptabilise en charges de personnel les cotisations à payer lorsqu'elles sont encourues.

- Régimes à prestations définies

Cela concerne :

- Les salariés français du Groupe, qui perçoivent une indemnité de départ à la retraite (aussi appelée indemnité de fin de carrière), versée en une seule fois au moment de leur départ en retraite ;
- Les salariés de l'entreprise anglaise HOZELOCK Ltd, qui a mis en place un plan de retraite (« Pension Scheme »), dont les actifs sont administrés par un Trustee indépendant de l'entreprise. Le plan de retraite d'HOZELOCK Ltd a été fermé à de nouveaux membres le 6 avril 1997, et les droits des membres existants ont été figés le 6 avril 2001.

Pour les régimes à prestations définies, le Groupe comptabilise une provision pour engagements de retraite, qui correspond au montant de l'engagement calculé annuellement par des actuaires

indépendants, sous déduction des actifs de couverture gérés par les fonds externes (compagnie d'assurance ou fonds de pension).

Au 29/02/2016, aucun calcul actuariel n'a été établi. Un complément de provisions pour engagements de retraite a été comptabilisé en résultat, sur la base de la charge estimée de l'exercice.

14.- Détail des dettes financières par nature

Consolidé En milliers d'euros	29/02/2016	31/08/2015	28/02/2015
Crédit d'exploitation court terme et découvert bancaire - France et étranger (b)	68 019	38 162	56 064
Location financement (a)	1 522	997	1 877
Emprunts auprès des établissements de crédit - France et étranger (c)	146 303	92 050	104 314
Compte-courant d'actionnaires	27 464	23 062	24 987
Dettes sur participation des salariés	225	393	2
Dettes financières diverses	193	126	137
Avances conditionnées (d)	424	470	488
TOTAL DETTES FINANCIERES	244 149	155 261	187 867
Selon échéancier ci-après :			
Part non courante (à plus d'1 an)	131 580	78 296	68 090
Part courante (à moins d'1 an)	112 569	76 965	119 778
TOTAL DETTES FINANCIERES	244 149	155 261	187 867

Le taux d'intérêt moyen du 1^{er} semestre de l'exercice est de 1,4 % contre 1,3 % sur l'exercice précédent.

(a) Les opérations de location-financement suivantes ont été retraitées en immobilisations et en dettes financières :

En milliers d'euros	Valeur brute	Amortissement	Valeur nette	Emprunts restant
Terrains & constructions	3 002	(1 934)	1 068	
Installations, matériels & outillages	2 173	(1 840)	333	
Autres immobilisations	3 408	(1 526)	1 882	(1 522)
Logiciels informatiques	1 074	(1 021)	53	
TOTAL	9 658	(6 321)	3 336	(1 522)
dont immobilisations incorporelles	1 074	(1 021)	53	
dont immobilisations corporelles	8 583	(5 300)	3 283	
TOTAL	9 658	(6 321)	3 336	(1 522)

Les opérations non significatives individuellement ou ne débouchant pas sur l'acquisition de biens (parcs de véhicules) n'ont pas fait l'objet de retraitement.

- (b) Les dettes bancaires à court terme à l'étranger s'élèvent à 6 M€. Elles concernent principalement la filiale étrangère au Danemark.
- (c) Les emprunts auprès des établissements de crédit s'analysent ainsi :

Consolidé En milliers d'euros	29/02/2016	31/08/2015	28/02/2015
France	135 307	86 051	97 177
Etranger	10 997	5 999	7 137
TOTAL	146 303	92 050	104 314
Dont dettes à taux fixe	2 836	1 557	3 820
Dont dettes à taux variable	143 467	90 493	100 494

(d) Il s'agit d'avances octroyées par des organismes publiques de financement pour des projets de modernisation et d'innovation, ou d'avances reçues de la COFACE pour des prospections à l'export.

➤ **Dettes financières en devises**

Au 29/02/2016, les dettes financières en devises se décomposent ainsi :

- Dettes financières libellées en USD 11 222 K€ (soit 12 219 K USD)
- Dettes financières libellées en DKK 5 115 K€ (soit 38 172 K DKK)
- Dettes financières libellées en GBP 316 K€ (soit 284 K GBP)

15.- Echancier des dettes financières au 29 février 2016

Consolidé En milliers d'euros	Moins d'un an	De 1 an à 5 ans	Plus de de 5 ans	Total
Crédit d'exploitation court terme et découverts bancaires - France et étranger	68 019	-	-	68 019
Location financement	302	1 220	-	1 522
Dettes auprès des établissements de crédit - France et étranger	16 647	92 648	37 008	146 303
Compte-courant d'actionnaires	27 464	-	-	27 464
Dettes financières diverses	93	325	-	418
Dettes conditionnées	45	379	-	424
TOTAL	112 569	94 571	37 008	244 149

16.- Détail des autres dettes courantes

Consolidé En milliers d'euros	29/02/2016	31/08/2015	28/02/2015
Avances et acomptes reçus	10 294	10 512	11 125
Dettes fiscales (hors IS) et dettes sociales	23 531	25 844	36 789
Autres dettes	26 690	21 991	7 892
Produits constatés d'avance	10 294	12 829	10 368
TOTAL	70 810	71 176	66 174

17.- Chiffre d'affaires net

Le chiffre d'affaires par marché et zone géographique se ventile comme suit :

Consolidé En Millions d'Euros	29/02/2016 Semestre	%	31/08/2015 Exercice	%	28/02/2015 Semestre	%
MARCHE						
Protection des végétaux	219.2	70.8%	532.9	73.5%	202.8	69.9%
Pulvérisateur agricole	156.4		291.0		126.7	
Arracheuse de Betteraves	30.2		137.0		43.6	
Jardin	32.7		104.9		32.5	
Protection des matériaux	90.3	29.2%	192.3	26.5%	87.4	30.1%
Industrie	90.3		192.3		87.4	
	309.5		725.2		290.2	
ZONE GEOGRAPHIQUE						
France	94.9	30.7%	194.6	26.8%	87.1	30.0%
Export	214.5	69.3%	530.6	73.2%	203.1	70.0%
	309.5		725.2		290.2	

18.- Charges de personnel et effectifs employés

La participation des salariés aux fruits de l'expansion et les accords d'intéressement, propres à certaines sociétés du groupe, se sont élevés à 973 K€ sur le 1^{er} semestre 2015/2016, contre 452 K€ pour le 1^{er} semestre de l'exercice précédent. Ils figurent parmi les charges de personnel de la période.

L'effectif employé à la clôture de l'exercice est le suivant :

Effectifs permanents	28/02/2016	31/08/2015	28/02/2015
Cadres	706	681	704
ETAM	1 219	1 189	1 209
Ouvriers	1 689	1 589	1 623
	3 614	3 459	3 536

Effectifs permanents par branche	29/02/2016	31/08/2015	28/02/2015
Protection des végétaux			
Effectifs employés en France	1 119	1 089	1 135
Effectifs employés à l'étranger	1 587	1 452	1 493
	2 706	2 541	2 628
Protection des matériaux			
Effectifs employés en France	604	616	630
Effectifs employés à l'étranger	304	302	278
	908	918	908
ENSEMBLE			
Effectifs employés en France	1 723	1 705	1 765
Effectifs employés à l'étranger	1 891	1 754	1 771
	3 614	3 459	3 536

19.- Dotations nettes aux provisions et dépréciations

Consolidé	29/02/2016	31/08/2015	28/02/2015
En milliers d'euros	Semestre	Exercice	Semestre
Dotations aux provisions & dépréciations d'exploitation			
Provisions pour risques et charges	(2 713)	(5 766)	(3 567)
Dépréciations sur actifs courants	(2 257)	(8 899)	(3 005)
Reprises de provisions & dépréciations d'exploitation			
Provisions pour risques et charges	4 406	7 623	2 372
Dépréciations sur actifs courants	4 288	6 441	1 919
TOTAL	3 723	(601)	(2 281)

20.-Charges et produits non récurrents

Cette rubrique comprend des opérations non courantes, qui correspondent à des événements inhabituels, anormaux ou peu fréquents.

Le montant net des produits et charges non récurrents du groupe est négatif de 1 M€. Cette charge correspond principalement aux frais d'acquisitions liés au regroupement d'entreprises.

21.- Produits et (charges) financiers

Consolidé En milliers d'euros	29/02/2016 Semestre	31/08/2015 Exercice	28/02/2015 Semestre
Produits de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	289	921	372
Coût de l'endettement financier brut	(2 098)	(3 250)	(1 392)
(Coût) / Produit net de l'endettement financier	(1 809)	(2 329)	(1 020)
(Pertes) / Profits de changes & autres (charges) / produits financiers	(822)	779	521
TOTAL CHARGES ET PRODUITS FINANCIERS	(2 631)	(1 550)	(500)

22.- Impôts sur les bénéfices

La charge d'impôts sur les bénéfices se décompose en :

Consolidé En milliers d'euros	29/02/2016 Semestre	31/08/2015 Exercice	28/02/2015 Semestre
(Charge) / produit d'impôts exigibles	(7 356)	(13 517)	(2 780)
(Charge) / produit d'impôts différés	4 922	1 231	4 767
TOTAL	(2 434)	(12 285)	1 987

22.1– Variation de l'impôt différé

Consolidé En milliers d'euros	29/02/2016 Semestre	31/08/2015 Exercice	28/02/2015 Semestre
Impôts différés nets à l'ouverture : actifs / (passifs)	9 898	9 072	9 072
Impôts différés constatés en capitaux propres	(2)	(1 031)	16
(Charge) / produit d'impôts différés	4 922	1 231	4 767
Variations de périmètre	326	0	0
Ecart de change	(51)	625	829
Impôts différés nets à la clôture	15 093	9 898	14 684
<i>Dont impôts différés actifs</i>	<i>26 687</i>	<i>24 398</i>	<i>25 699</i>
<i>Dont impôts différés passifs</i>	<i>(11 594)</i>	<i>(14 500)</i>	<i>(11 015)</i>

22.2 - Détail des impôts différés par nature

Consolidé	29/02/2016	31/08/2015	28/02/2015
En milliers d'euros	Semestre	Exercice	Semestre
(actifs si + ; passifs si -)			
<u>Impôts différés liés aux décalages fiscaux temporaires</u>			
Avantages du personnel (provision retraite, participation, congés payés)	8 865	8 697	11 025
Autres différences temporaires entre résultat fiscal et résultat comptable	1 824	1 661	(386)
Déficits fiscaux reportables	8 239	3 535	7 968
<u>Impôts différés liés aux écritures de consolidation</u>			
Activation des contrats de location-financement	(31)	(31)	(47)
Annulation des provisions réglementées (amortissements dérogatoires)	(2 750)	(2 719)	(2 631)
Elimination des marges internes en stocks	4 674	4 268	4 074
Plus-values latentes sur rachat de créances	(9 351)	(9 351)	(9 351)
Elimination plus-values de cessions internes d'immobilisations	3 537	3 679	3 861
Autres divers	86	159	172
Impôts différés nets à la clôture	15 093	9 898	14 684
<i>Dont impôts différés actifs</i>	<i>26 687</i>	<i>24 398</i>	<i>25 699</i>
<i>Dont impôts différés passifs</i>	<i>(11 594)</i>	<i>(14 500)</i>	<i>(11 015)</i>

22.3 - Réconciliation de la charge d'impôt comptabilisée avec la charge d'impôt théorique (Calculée au taux d'impôt applicable en France)

Consolidé	29/02/2016	31/08/2015	28/02/2015
En milliers d'euros	Semestre	Exercice	Semestre
Résultat net avant impôt et dépréciation des écarts d'acquisition	4 646	43 610	(10 265)
Taux d'impôt courant en France	38.00%	38.00%	38.00%
(Charges) / Produits d'impôts théoriques au taux d'impôt courant	(1 766)	(16 572)	3 901
Incidence des :			
Différences fiscales permanentes	(382)	1 270	196
Déficits fiscaux non activés	(398)	489	(297)
Différentiel de taux d'impôt sur les filiales étrangères	(518)	1 057	(2 078)
Crédits d'impôts	472	1 575	49
Impôts de distribution/dividendes	(232)	(455)	(256)
Divers (dont impact intégration fiscale)	390	350	473
(Charges) / Produits d'impôts nets comptabilisés	(2 434)	(12 286)	1 987
<i>Taux effectif du Groupe en %</i>	<i>52.4%</i>	<i>28.2%</i>	<i>19.4%</i>

Les crédits d'impôts correspondent majoritairement à des crédits d'impôt recherche (C.I.R.).

23.- Variation du besoin en fonds de roulement (BFR)

En milliers d'euros	29/02/2016	31/08/2015	28/02/2015
(+) Augmentation / (-) Baisse			
Stocks nets	43 635	(2 999)	28 888
Avances & acptes versés	(40)	(1 177)	(46)
Créances clients nettes	1 410	(26 885)	(13 128)
Créance d'IS courante	(1 267)	7 567	1 152
Autres créances nettes & comptes de régul.	(32 021)	6 357	1 005
	11 717	(17 137)	17 871
Avances & acptes reçus	2 864	(2 812)	(1 965)
Dettes fournisseurs	14 476	(5 277)	10 674
Dettes sur immobilisations	(9)	(38)	(71)
Dettes fiscales & sociales (hors dette IS courante)	(2 859)	(16 928)	(6 377)
Dette d'IS courante	(1 347)	(2 921)	(6 151)
Autres dettes & comptes de régul.	(34 292)	8 977	(3 726)
	(21 167)	(18 999)	(7 617)
Variation du BFR	32 884	1 862	25 488
Dettes s/ immob. reclassées en partie Investissements	9	38	71
Impact changement périmètre s/ variation de BFR	176	(1 665)	-
Impact du change s/ variation de BFR	719	(1 479)	(1 429)
Variation du BFR impactant la trésorerie d'exploitation (hors impact de change & périmètre)	31 980	4 968	26 847

24.- Engagements hors bilan & passifs éventuels

24.1 - Garanties données sur dettes financières

Certains crédits à moyen terme sont garantis par un nantissement sur les matériels acquis. Au 29/02/2016, le montant des nantissements était non significatif et représentait moins de 1 % de la valeur brute des immobilisations corporelles totales du Groupe.

Les titres de la société immobilière Minworth Property UK ont fait l'objet d'un nantissement amortissable en garantie d'un emprunt bancaire dont le solde est de 14 M GBP au 29/02/2016.

24.2 – Ouverture de lignes de crédit à moyen terme

Dans le cadre d'opérations éventuelles de croissance externe, le Groupe Exel Industries a bénéficié d'ouverture de lignes de crédit à moyen terme auprès de ses banques.

24.3 – Autres engagements

A sa connaissance, le Groupe n'omet pas l'existence d'engagements hors bilan significatifs, selon les normes comptables en vigueur.

25.- Risque de liquidité

Les emprunts contractés par le groupe EXEL Industries auprès d'établissements de crédit ne prévoient aucune condition d'exigibilité anticipée basée sur des *covenants*.

La société a procédé à une revue spécifique de son risque de liquidité et elle considère être en mesure de faire face à ses échéances à venir.

26.- Risque fiscal

A sa connaissance, le Groupe n'est exposé à aucun risque fiscal qui ne fasse pas l'objet d'une provision.

27.- Exposition au risque de change

De par l'importance de ses ventes en Amérique du Nord et en Australie, ainsi que de ses contrats libellés en dollars US, le groupe est sensiblement exposé à l'évolution de ces devises.

Au cours du semestre, le chiffre d'affaires du groupe a été impacté positivement à hauteur de 2,4 M€ par les variations de change, notamment du dollar US (USD) et de la livre Sterling (GBP), par rapport au taux moyen de l'exercice précédent.

La majorité des ventes des filiales françaises du groupe, aux acheteurs étrangers hors groupe, est conclue en euros. Les factures établies en devises par les filiales françaises du groupe sont converties en euros, au cours du jour de la livraison.

Les filiales françaises d'EXEL Industries vendent et facturent à leurs filiales étrangères en euros. Par exception, les filiales aux USA, au Canada et la filiale anglaise de Berthoud sont facturées en devise locale ; la filiale chinoise est facturée en USD. Bien entendu, les filiales étrangères du groupe facturent leurs clients en monnaie locale et veillent à leur règlement rapide.

28.- Evènements postérieurs à la clôture du semestre

Aucun événement significatif susceptible d'avoir un impact sur les présents comptes n'est intervenu postérieurement à la clôture du 1^{er} semestre de l'exercice.